



## CHAPTER F-5.1

## CHAPITRE F-5.1

### Farm Income Assurance Act

### Loi sur la garantie du revenu agricole

*Assented to June 13, 1975*

*Sanctionnée le 13 juin 1975*

#### Chapter Outline

#### Sommaire

Definitions. . . . .	.1
board — Commission	
farm product — produit de ferme	
farm income plan — régime de revenu agricole	
Minister — Ministre	
plan — régime	
Administration. . . . .	.2
Farm income plan and regulations. . . . .	.3
Agreements respecting joint participation. . . . .	.4
Loans and guarantees. . . . .	.5

Définitions. . . . .	.1
Commission — board	
Ministre — Minister	
produit de ferme — farm product	
régime — plan	
régime de revenu agricole — farm income plan	
Application de la Loi. . . . .	.2
Régime de revenu agricole et règlements. . . . .	.3
Participation conjointe. . . . .	.4
Prêt et garantie. . . . .	.5

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of New Brunswick, enacts as follows:

## Definitions

1 In this Act,

“board” means a farm income assurance board established by regulation; (*Commission*)

“farm product” includes animals, meats, eggs, poultry, wool, dairy products, fruit and fruit products, vegetables and vegetable products, maple products, honey, tobacco and any other natural products of agriculture or of the forest, and any articles of food or drink wholly or partly manufactured or derived from any such product, that are designated by the Lieutenant-Governor in Council in accordance with this Act; (*produit de ferme*)

“farm income plan” means any programme, arrangement, proposal, plan, scheme, or similar measure, howsoever described, that provides in any way for the paying of moneys to, or guaranteeing or assuring of income for, such farmers or classes of farmers as the Lieutenant-Governor in Council designates; (*régime de revenu agricole*)

“Minister” means the Minister of Agriculture, Aquaculture and Fisheries; (*Ministre*)

“plan” means a farm income plan established under this Act. (*régime*)

1982, c.24, s.1; 1986, c.8, s.44; 1996, c.25, s.13; 2000, c.26, s.124; 2007, c.10, s.32; 2010, c.31, s.42

## Administration

2 The Minister shall administer this Act.

## Farm income plan and regulations

3(1) The Minister may prepare a farm income plan, and if he is of the opinion that the plan is supported by a majority of the producers of a farm product in the Province who sell the product and that the number of producers who support the plan is sufficient to insure the viability of the plan he may recommend to the Lieutenant-Governor in Council that the plan be established.

Sa Majesté; sur l’avis et du consentement de l’Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, décrète :

## Définitions

1 Dans la présente loi

« Commission » désigne une Commission de garantie du revenu agricole établie par règlement; (*board*)

« Ministre » désigne le ministre de l’Agriculture, de l’Aquaculture et des Pêches; (*Minister*)

« produit de ferme » comprend les animaux, la viande, les oeufs, les volailles, la laine, les produits laitiers, les fruits et produits à base de fruits, les légumes et leurs produits, les produits de l’érable, le miel, le tabac et les autres produits naturels de l’agriculture et de la forêt ainsi que toute denrée alimentaire ou boisson fabriquée ou obtenue en totalité ou en partie à partir d’un tel produit qui sont désignés par le lieutenant-gouverneur en conseil conformément à la présente loi; (*farm product*)

« régime » désigne un régime de revenu agricole constitué en vertu de la présente loi. (*plan*)

« régime de revenu agricole » désigne tout programme, accord, projet, régime ou plan ou toute mesure similaire, quelle que soit son appellation, qui, sous quelque forme que ce soit, prévoit le paiement de sommes d’argent ou donne une garantie de revenu aux agriculteurs ou catégories d’agriculteurs que désigne le lieutenant-gouverneur en conseil. (*farm income plan*)

1982, c.24, art.1; 1986, c.8, art.44; 1996, c.25, art.13; 2000, c.26, art.124; 2007, c.10, art.32; 2010, c.31, art.42

## Application de la Loi

2 Le Ministre est chargé de l’application de la présente loi.

## Régime de revenu agricole et règlements

3(1) Le Ministre peut préparer un régime de revenu agricole et s’il estime qu’une majorité de producteurs d’un produit de ferme dans la province qui vendent ce produit est favorable à ce régime et que leur nombre est suffisant pour en assurer la viabilité, alors il recommande au lieutenant-gouverneur que le régime soit créé.

**3(2)** Payments of benefits shall be made in accordance with the plan only to producers who have paid in accordance with the terms and conditions of the plan.

**3(3)** The Lieutenant-Governor in Council, upon the recommendation of the Minister, may by regulation

(a) establish, amend or revoke any farm income plan which may provide for

(i) the designation of the farm product or producers subject to a plan;

(ii) the designation of the quality, grade or standard of any farm product which will be subject to a plan;

(iii) the exemption of producers from a plan;

(iv) the withdrawal from a plan by any producer who is subject to a plan or the readmission into a plan;

(v) the sources of funding of a plan and payment of administrative costs;

(vi) the terms and conditions of payment to a producer subject to a plan;

(vii) payments to be made by producers who are subject to a plan, terms and conditions of payment and the times of payment;

(viii) suspension of participation in a farm income plan and forfeiture of any contribution or right to payment by any participant who provides false information to the prejudice of a plan, who enters a farm product subject to a plan which is not of a grade, quality or standard designated by the plan, who no longer qualifies to be under a plan or who fails to make any payments as required by a plan;

(b) prescribe terms and conditions of a plan;

(c) establish a farm income assurance board to administer a plan;

(d) provide for the composition and appointment of members of a farm income assurance board and the remuneration or allowances and reimbursement for expenses incurred while acting on behalf of a board;

**3(2)** Les indemnités ne doivent être versées, conformément au régime, qu'aux producteurs ayant effectué leurs paiements suivant les modalités et conditions du régime.

**3(3)** Sur la recommandation du Ministre, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement,

a) créer, modifier ou annuler tout régime de revenu agricole qui verrait

(i) à désigner le produit de ferme ou les producteurs assujettis à un régime;

(ii) à désigner la qualité, catégorie ou norme de tout produit de ferme devant être assujetti à un régime;

(iii) à exempter des producteurs d'un régime;

(iv) à retirer d'un régime tout producteur assujetti au régime, ou à l'admettre à nouveau au régime;

(v) à trouver des sources de financement du régime et à payer les frais d'administration;

(vi) aux modalités et conditions des versements à un producteur assujetti à un régime;

(vii) aux paiements que les producteurs assujettis au régime doivent effectuer, à leurs modalités et conditions et aux échéances de ces paiements;

(viii) à suspendre de sa participation à un régime de revenu agricole et à déchoir de toute contribution ou de son droit de recevoir des paiements tout participant qui fournit des renseignements faux portant atteinte au régime, qui introduit un produit de ferme assujetti au régime dont la catégorie, qualité ou norme n'est pas conforme au régime, qui cesse d'être admissible à participer à un régime ou qui néglige d'effectuer des paiements requis par un régime;

b) prescrire les modalités et conditions d'un régime;

c) créer une Commission de garantie du revenu agricole pour administrer un régime;

d) prévoir la composition et la nomination des membres d'une Commission de garantie du revenu agricole, leur rémunération, leurs indemnités ainsi que

	le remboursement des dépenses engagées dans l'exercice de leurs fonctions au nom d'une commission;
(e) provide for the giving of notices with respect to any provision of a plan;	e) prévoir les avis à donner à l'égard de toute disposition d'un régime;
(f) empower a board to make by-laws pertaining to the internal management of the board;	f) habiliter une Commission à établir des règlements administratifs relatifs à la gestion interne de la Commission;
(g) provide for the arbitration by an arbitrator or by an arbitration board of any dispute arising out of the implementation of a plan or any payments made under a plan;	g) prévoir l'arbitrage, par un arbitre ou une commission d'arbitrage, de tout différend découlant de la mise en oeuvre d'un régime ou de paiements quelconques effectués en vertu du régime;
(h) provide for the appointment of arbitrators or arbitration boards, and regulate the practice and procedure for arbitration;	h) prévoir la nomination d'arbitres ou de commissions d'arbitrage, et régir la pratique et la procédure d'arbitrage;
(i) vest additional powers in the board for the purposes of administering a farm income plan established under this Act;	i) accorder des pouvoirs supplémentaires à la Commission pour administrer un régime du revenu agricole constitué en vertu de la présente loi;
(j) notwithstanding any other Act, provide for the distribution of the funds held under a plan and the dissolving of the board where a plan is revoked;	j) nonobstant toute autre loi, prévoir la distribution des fonds dont un régime est dépositaire ainsi que la dissolution de la Commission lors de la révocation d'un régime;
(k) provide for forms for the purposes of this Act.	k) prévoir les formulaires requis pour les fins de la présente loi.
<b>3(4)</b> A board is a body corporate and has the capacity of a natural person.	<b>3(4)</b> Une commission est une corporation ayant la capacité d'une personne physique.
<b>3(5)</b> A board shall have the power to	<b>3(5)</b> Une Commission a le pouvoir
(a) administer farm income payments prescribed by a plan;	a) d'administrer les paiements de revenu agricole prescrits par un régime;
(b) collect payments prescribed by a plan;	b) de percevoir les paiements prescrits par un régime;
(c) establish a trust fund to which payments and other funds received shall be credited;	c) d'établir un fonds de fiducie où sont déposés les paiements ou autres sommes reçues;
(d) make payments to producers in accordance with a plan;	d) d'effectuer des paiements aux producteurs conformément à un régime;
(e) subject to the approval of the Minister, borrow by way of temporary loans from a chartered bank or from any person or corporation such sums as it requires upon such terms as it may determine;	e) d'emprunter, sous réserve de l'approbation du Ministre, au moyen de prêts temporaires d'une banque à charte, d'une personne ou d'une corporation, les sommes qu'elle a besoin aux conditions qu'elle peut fixer;

(f) make recommendations to the Minister respecting the application of the plan, the terms and conditions of the plan or the effectiveness of the plan;

(g) delegate all or any administrative responsibilities and powers of the board to individuals or to an agency, corporate body, or a board established under the *Natural Products Act* and empower any such board to exercise such powers;

(h) exercise such powers and perform such duties as are otherwise imposed on it by or under this Act; and

(i) where a producer is suspended from a plan or no longer qualifies, make an order as to the repayment of the whole or part of payments made by a producer or as to the payment of benefits that might accrue under the Act as a board considers just and proper.

**3(6)** The accounts and financial transactions of a board shall be audited annually by the Auditor General, and report of the audit shall be made to the Minister.

**3(7)** A board shall make an annual report of the affairs of the board to the Minister.

1982, c.24, s.2; 1999, c.N-1.2, s.116

#### **Agreements respecting joint participation**

**4** The Lieutenant-Governor in Council may authorize the Minister, on behalf of the Province, to enter into, subject to such terms and conditions as the Lieutenant-Governor in Council prescribes, any agreement that would, in the opinion of the Lieutenant-Governor in Council, provide for the joint participation by the Province and the Government of Canada or of any other province in a farm income plan.

#### **Loans and guarantees**

**5** The Lieutenant-Governor in Council may direct the Minister of Finance to make a loan to a board, or to guarantee the payment of any money that is to be borrowed or has been advanced to a board, on such terms as the Lieutenant-Governor in Council approves, and prescribe the form and manner of such loan or guarantee.

1982, c.24, s.3

f) de faire des recommandations au Ministre concernant l'application du régime, les modalités et conditions du régime et son effectivité;

g) de déléguer, en tout ou en partie, les pouvoirs et responsabilités administratives de la commission à des particuliers ou à une agence, une corporation ou un office établi en vertu de la *Loi sur les produits naturels* et habiliter tout office semblable à exercer semblables pouvoirs;

h) d'exercer les autres pouvoirs et fonctions que la présente loi impose; et

i) d'ordonner, lorsqu'un producteur est suspendu ou cesse d'être admissible à un régime, le remboursement, en tout ou en partie, des paiements effectués par ce producteur ou d'ordonner le paiement des prestations accumulées en vertu de la présente loi selon qu'une Commission estime appropriée et juste.

**3(6)** Les comptes et les opérations financières d'une Commission doivent faire l'objet d'une vérification annuelle de la part du vérificateur général et rapport de cette vérification est fait au Ministre.

**3(7)** Une Commission doit faire au Ministre un rapport annuel de ses opérations.

1982, c.24, art.2; 1999, c.N-1.2, art.116

#### **Participation conjointe**

**4** Avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et sous réserve des conditions qu'il prescrit, le Ministre peut, au nom de la province, conclure toute convention qui, de l'avis du lieutenant-gouverneur en conseil, prévoirait la participation conjointe de la province et du gouvernement du Canada ou de toute autre province à un régime de revenu agricole.

#### **Prêt et garantie**

**5** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut ordonner au ministre des Finances de consentir un prêt à une commission ou garantir, selon les modalités approuvées par le lieutenant-gouverneur en conseil, le remboursement de toute somme à être empruntée ou qui a été avancée à une commission et prescrire la forme et le mode de ce prêt ou de cette garantie.

1982, c.24, art.3

**N.B.** This Act is consolidated to September 1, 2011.

**N.B.** La présente loi est refondue au 1<sup>er</sup> septembre 2011.

QUEEN'S PRINTER FOR NEW BRUNSWICK © IMPRIMEUR DE LA REINE POUR LE NOUVEAU-BRUNSWICK  
All rights reserved/Tous droits réservés